



Les « rebelles » des États-Unis proches de la déroute à Alep

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 30 novembre 2016
[wsws.org](#) 20 novembre 2016

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),
[Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Dans ce qui est décrit comme la pire défaite des forces soutenues par les États-Unis depuis le début de la guerre pour un changement de régime en Syrie, il y a près de six ans, les troupes gouvernementales soutenues par les forces issues du mouvement Hezbollah libanais et des milices chiites irakiennes, ont repris plus de 40 pour cent de l'est d'Alep, le dernier bastion urbain des « rebelles ».

Selon des informations venant de l'Iran qui, avec la Russie, est le principal soutien du gouvernement syrien du président Bachar al-Assad, des unités de l'armée syrienne ont conquis 20 kilomètres carrés sur un total de 45 kilomètres carrés que couvre l'est d'Alep.

L'avance du gouvernement a été extrêmement rapide et suggère une débâcle des milices appuyées par les États-Unis. L'offensive terrestre fait suite à deux semaines d'intenses frappes aériennes syriennes lancées après une suspension d'un mois des bombardements menés par des avions de chasse syriens et russes.

La presse du gouvernement syrien a rapporté que l'armée avait capturé le quartier de Sakhour et était en train de le déminer. Le contrôle par le gouvernement de cette partie de la ville couperait effectivement en deux cette zone détenue par les « rebelles ».

L'avance du gouvernement a poussé des dizaines de milliers de civils à fuir les régions contrôlées par les milices islamistes pour chercher refuge dans les deux zones contrôlées par le gouvernement, Alep-Ouest et le quartier de cheikh Maqsoud qui est détenu par la milice kurde des YPG (les Unités de protection du peuple).

L'YPG en rejoignant l'offensive menée contre Alep-Est a compliqué encore plus l'intervention américaine en Syrie. Alors que Washington soutient les milices islamistes qui combattent le gouvernement Assad, ils ont aussi cherché à se servir des YPG kurdes comme principale force intermédiaire de la campagne militaire américaine à l'encontre de l'État islamique (aussi connu comme ISIS) en Syrie.

La Turquie, l'allié de Washington au sein de l'OTAN dans la région, a aussi envoyé des troupes en Syrie sous le prétexte de combattre l'EI, mais visait principalement à empêcher les forces kurdes syriennes de consolider leur emprise sur le territoire à proximité de la frontière turque. En conséquence, Washington soutient sur plusieurs fronts des forces qui se combattent mutuellement.

Les civils qui fuient Alep-Est ont raconté des récits d'horreurs concernant la campagne russo-syrienne de bombardement ainsi que sur la répression et la terreur pratiquée par les islamistes qui contrôlent les quartiers voisins à l'est. De nombreux rapports font état de ce que les milices appuyées par les États-Unis avaient auparavant abattu les civils qui tentaient de fuir.

Avant le début de la guerre en 2011, Alep était la deuxième ville syrienne et sa capitale commerciale.

Alep-Ouest, où vivent environ 1,5 million de personnes - contre moins de 200 000 dans la partie de la ville détenue par les « rebelles » - se trouve sous le contrôle du gouvernement syrien. Elle est devenue la cible de tirs aveugles au mortier de la part des rebelles soutenus par les États-Unis et visant la population civile.

Les médias russes tout comme le *Washington Post* ont relaté lundi que le ministre américain des affaires étrangères, John Kerry, avait lancé une nouvelle campagne visant la négociation d'un cessez-le-feu à Alep. Bien qu'enveloppé dans une phraséologie humanitaire, le principal objectif de ces efforts est d'empêcher l'effondrement total des milices que soutiennent les États-Unis et la consolidation de l'emprise du gouvernement Assad sur toutes les principales agglomérations de la Syrie.

Les médias et les responsables du gouvernement Obama ont violemment dénoncé le siège d'Alep-Est par le gouvernement syrien et son allié russe. Actuellement la situation est cependant le contraire de ce qu'elle était il y a un an lorsque ces rebelles assiégeaient Alep-Ouest qui était confrontée à une catastrophe humanitaire imminente. À l'époque, Washington n'avait exprimé aucune inquiétude quant à la situation humanitaire.

Le porte-parole du ministère américain des affaires étrangères, John Kirby, a démenti lundi que Kerry entreprenait un « dernier effort frénétique ou effréné » pour sauver l'opération de changement de régime soutenu par les États-Unis avant la chute d'Alep et l'intronisation de Donald Trump qui avait exprimé son désaccord avec l'actuelle politique américaine.

Kirby a reconnu que la pierre d'achoppement permanente des efforts pour parvenir à un nouvel accord avec Moscou était l'incapacité de Washington à respecter sa promesse de séparer les prétendus « rebelles modérés » des combattants du Front al-Nosra, l'affilié syrien d'Al-Qaïda.

« Ceci est une question difficile », a dit le porte-parole du ministère. « Nous en parlons depuis des mois, de cette marbrure, si vous voulez, des - de ce faux marbre des groupes d'opposition avec al-Nosra ».

La « difficulté » est que la seule force d'opposition armée significative dans cette opération de changement de régime orchestrée par Washington et ses alliés est constituée par al-Nosra et l'ÉI, tous deux des branches d'Al-Qaïda qui depuis les quinze ans que dure « la guerre contre le terrorisme » est décrite comme la principale menace sur la sécurité de la population américaine et du monde.

Bill Van Auken

20 novembre 2016

Article original, WSWS, paru le 20 novembre 2016

Articles Par : [Bill Van Auken](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca